



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

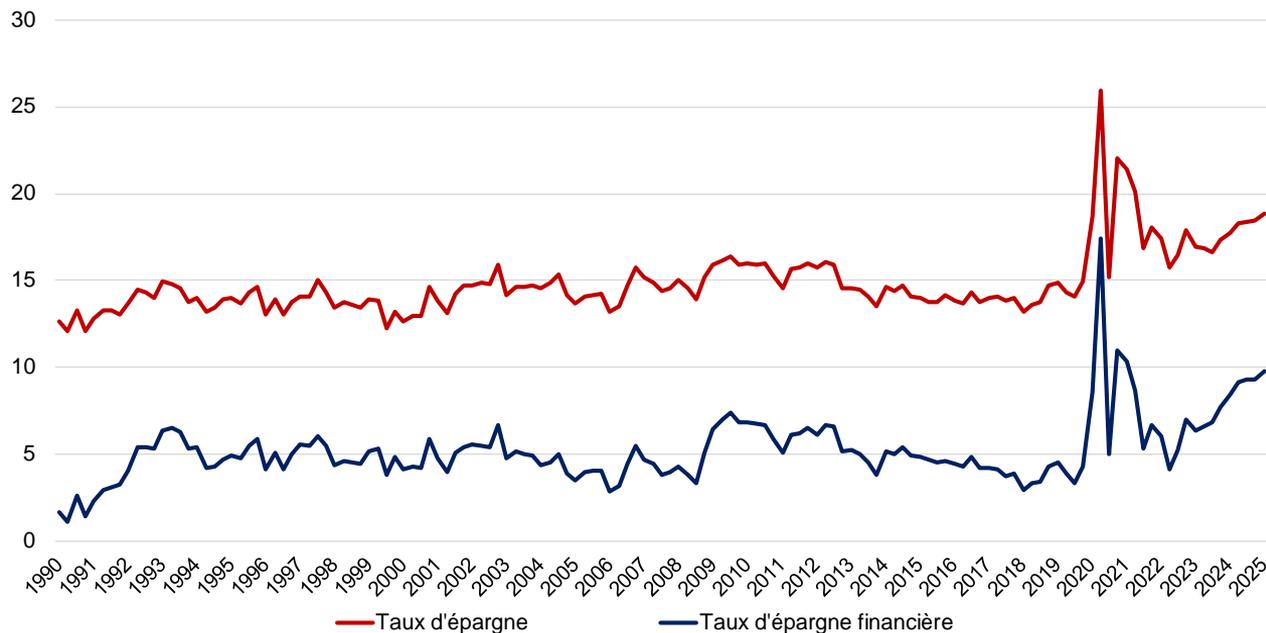


Les Clefs du Trésor

1. Le taux d'épargne en France depuis la crise sanitaire

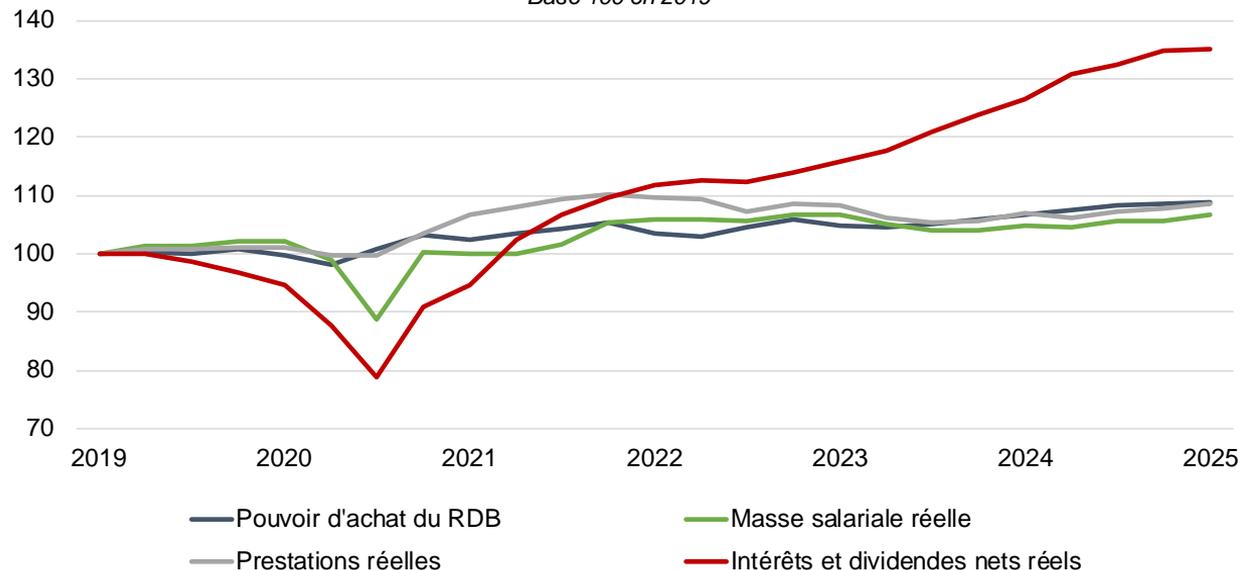
Hors crise sanitaire, le taux d'épargne des ménages atteint un niveau inédit depuis plus de 30 ans en 2024

Taux d'épargne et taux d'épargne financière (en % du RDB)



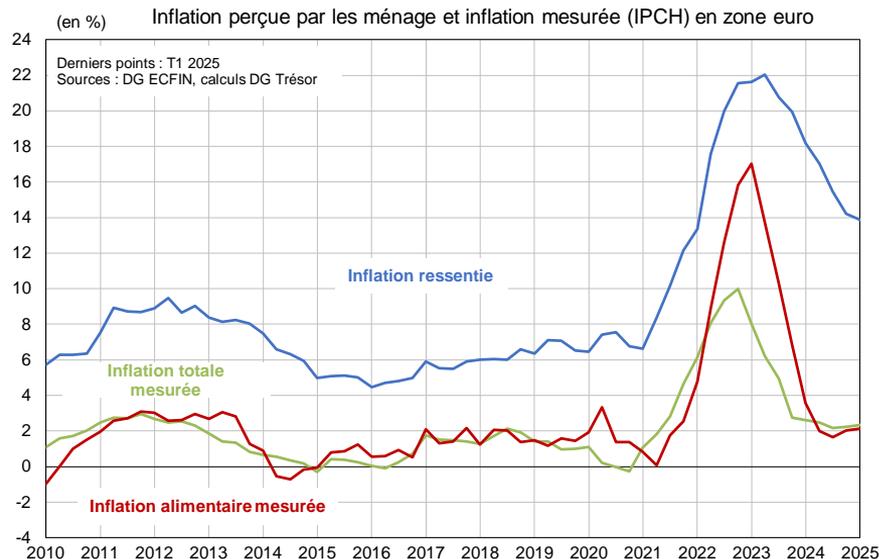
Avec l'épisode inflationniste et la remontée des taux, les revenus du patrimoine ont augmenté bien plus vite que les autres revenus

Revenu des ménages et composantes déflatés par le déflateur de la consommation des ménages
Base 100 en 2019



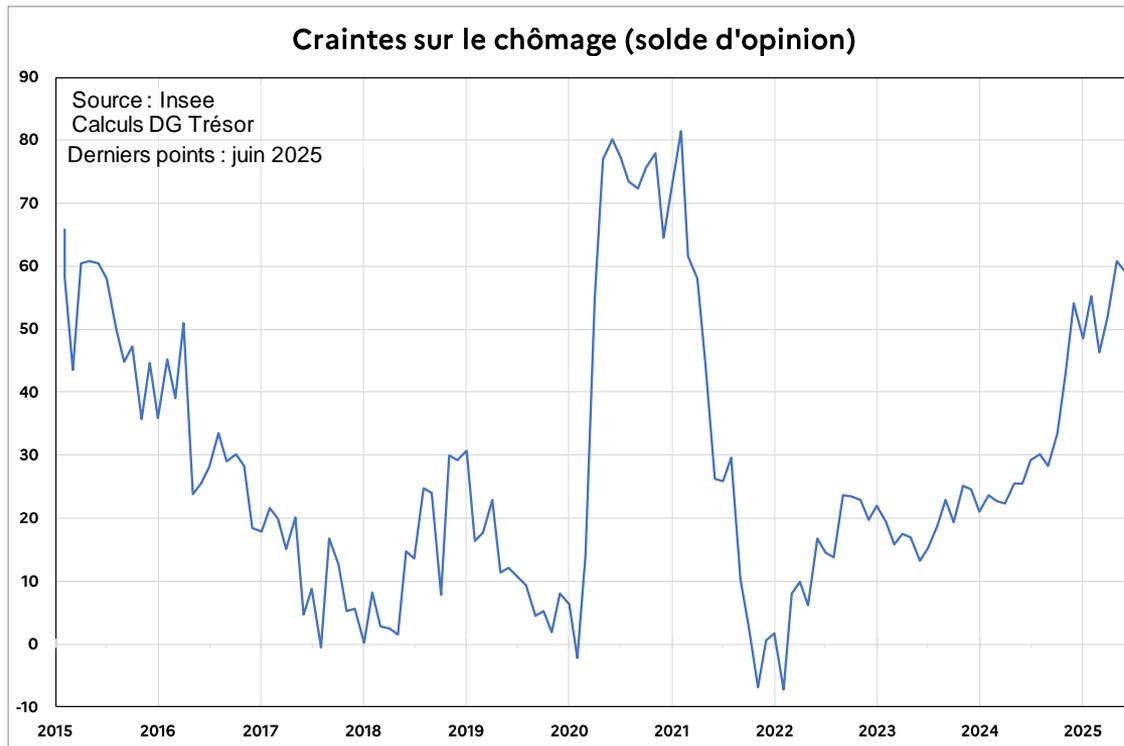
Source : Insee, Comptes nationaux

Le choc d'inflation *ressentie* a été encore plus important, et plus persistant, que l'évolution mesurée des prix

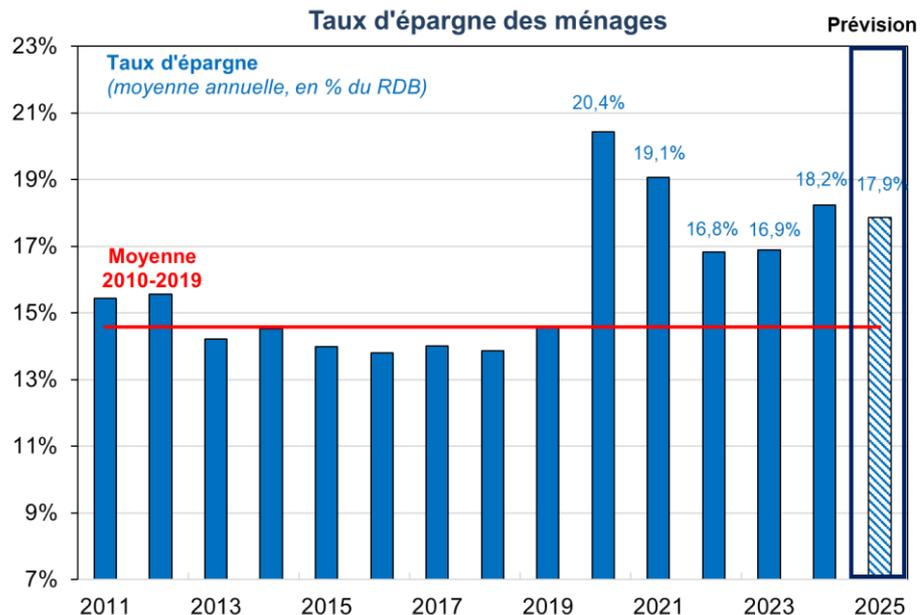


La concentration de la hausse sur des produits quotidiens (alimentation et énergie notamment) et l'ancrage de certains niveaux de prix expliquent ces déformations.

Les motifs de précaution ont progressé



Le taux d'épargne devrait se normaliser progressivement



- La dernière prévision à date est celle du RAA (avril 2025)
- Depuis, de nouvelles informations sont disponibles : le taux d'épargne a continué d'augmenter au 1^{er} trimestre 2025 (à 18,8 %)
- Certains facteurs ayant enrayé la normalisation du taux d'épargne devraient cesser de jouer en 2025

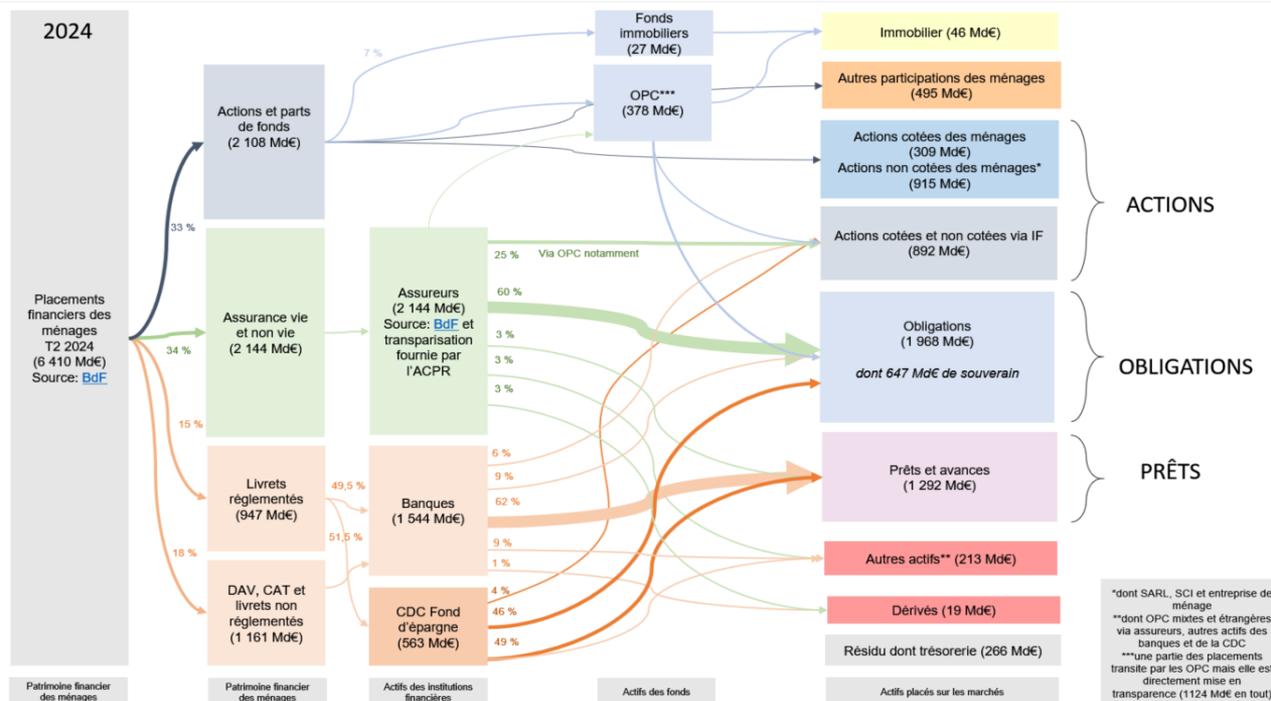
2. L'allocation de l'épargne des ménages français

Les ménages français allouent à parts égales leur patrimoine financier entre dépôts bancaires, assurance vie, titres

Composition du patrimoine financier des ménages en France au T4 2024

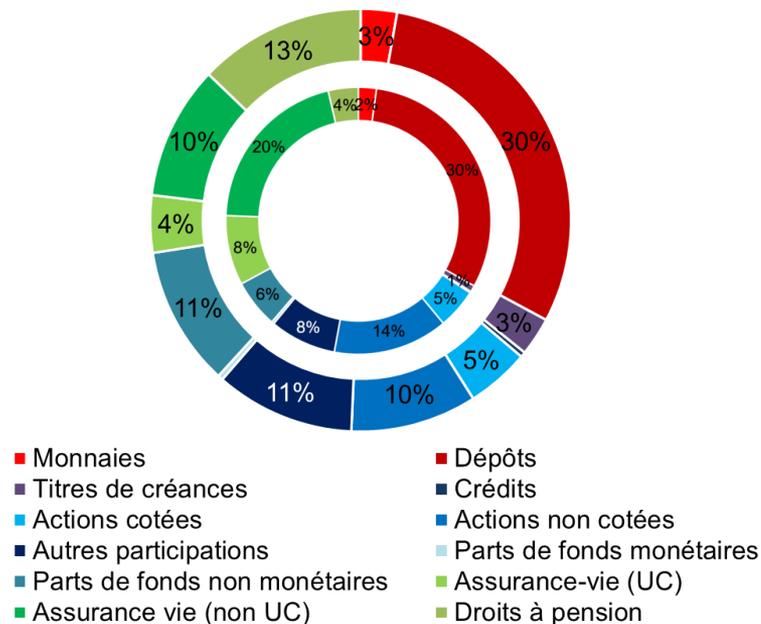


Cette épargne finance l'économie directement ou via les intermédiaires financiers : prêts, actions, obligations



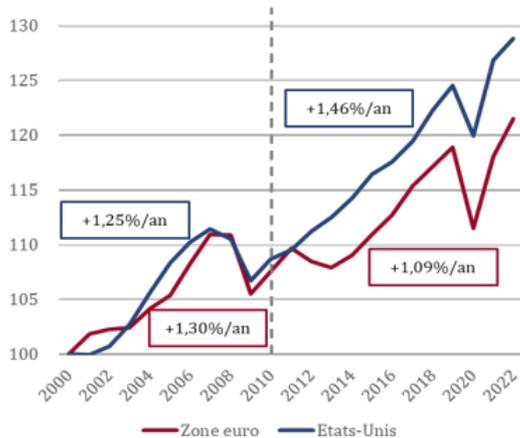
L'allocation du patrimoine financier au niveau européen est similaire à celle des Français

Composition du patrimoine financier des ménages en France (intérieur) et en Zone Euro (extérieur) au T4 2024



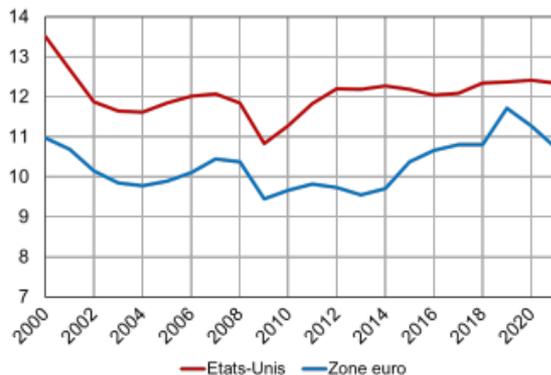
Un déficit d'investissement et d'innovation constaté en Europe

Évolution du PIB par habitant aux États-Unis et en zone euro (2000-2022 / €2015)



Source : Banque Mondiale

Taux d'investissement aux États-Unis et en zone euro (2000-2022 / % du PIB)



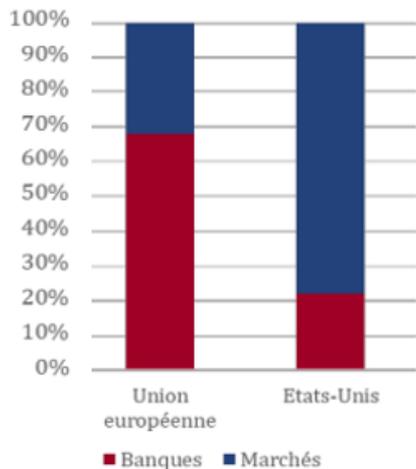
Source : Trésor, 2023

Un déficit de croissance structurel par rapport aux États-Unis, lié à un déficit de productivité, qui induit un « rattrapage » à financer

Un besoin d'investissement supplémentaire minimal de **750 Md€ à 800 Md€ chaque année**, afin de remplir les objectifs du rapport Draghi

Un financement en fonds propres insuffisant pour les entreprises européennes

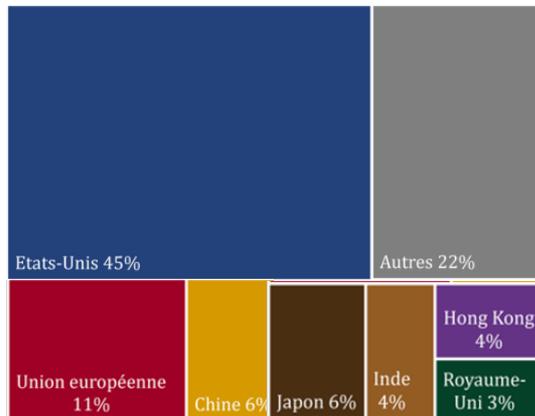
Un financement majoritairement bancaire pour les entreprises européennes



Part des banques et des marchés dans le financement des entreprises (2022)

Source : Rapport Noyer

Une sous-performance européenne sur les marchés actions mondiaux



Capitalisation boursière mondiale (2022)

Source : SIFMA

Une exportation de l'épargne et des entreprises européennes

20%

Les investissements de portefeuille de la zone euro représentent 20 % du patrimoine financier des ménages de la zone

2/3

des IPO des start-ups européennes ont eu lieu hors de l'UE en 2023

Source : Rapport Noyer et FMI

3. Des initiatives pour mieux orienter l'épargne vers l'investissement en Europe

En Europe, l'Union de l'épargne et de l'investissement doit contribuer à la réallocation de l'épargne vers l'économie productive

La Commission européenne a présenté sa communication pour une Union de l'épargne et de l'investissement le 19 mars.

Plusieurs enjeux liés à l'épargne auxquels la France prêtera attention dans le cadre des futures négociations

- 1 *Citoyens et Épargne*
- 2 *Investissement et financement*
- 3 *Intégration et passage à l'échelle*
- 4 *Supervision efficace et harmonisée*

- **Mieux financer l'innovation et les priorités européennes** (transition numérique et écologique, défense)
- **S'inspirer des meilleures pratiques nationales tout en respectant les spécificités des marchés nationaux**
- Revoir les initiatives européennes passées en faveur de l'épargne (directive IORP, produit PEPP)
- **Faciliter l'activité transfrontière des investisseurs institutionnels** (supervision, post-marché), afin de permettre une plus grande circulation des actifs offerts à l'investissement des ménages

La France et six autres Etats membres ont lancé début juin 2025, en format intergouvernemental, le label « *Finance Europe* »

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « **laboratoire de compétitivité** » lancé par l'Espagne.

Le label européen « Finance Europe » s'appliquera aux produits d'épargne respectant **plusieurs critères cumulatifs** :

- Au moins 70% d'actifs investis en Europe
- Une durée minimale d'investissement de 5 ans
- Un part substantielle investie en fonds propres, sans garantie en capital

Ces critères viennent orienter l'octroi d'un **avantage fiscal important** pour les épargnants. Sa mise en oeuvre reste à la discrétion des Etats membres



Nos dernières publications

Trésor Eco n°366

« **Coordonner des créanciers fragmentés pour restructurer la dette souveraine : le cas du Sri Lanka** »

Agathe MADELINE, Caroline MILLER

Trésor Eco n°365

« **Les trajectoires salariales des salariés rémunérés au voisinage du Smic** »

Rania BENYAMINA, Chloé STUTZMANN

Trésor Eco n°364

« **La gouvernance du FMI et la 16ème revue de ses quotes-parts** »

Thibaut HOURIEZ, Philippe Wen, Jeanne LOUFFAR

Merci de votre attention

www.tresor.economie.gouv.fr

